



Revue de presse



Jeudi 22 juin 2023

Le ministre des Finances prend part à Vienne à la session ministérielle de l'OFID.



Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a pris part, mercredi à Vienne (Autriche), à la session ministérielle du Fonds de l'OPEP pour le développement international (OFID), dédiée à l'examen et l'approbation des rapports d'activités de cette institution, ainsi qu'à l'adoption de ses états financiers annuels, indique un communiqué du ministère.

Selon la même source, M. Faïd s'est entretenu, en marge de cette session ministérielle, avec le directeur général de l'OFID, Abdulhamid Alkhalifa, avec lequel "il a échangé les points de vue sur les défis de développement et le rôle que pourrait jouer cette institution pour aider les pays en développement à les relever".

Les discussions ont notamment porté sur "les missions assignées à l'OFID depuis sa création en 1976 en Algérie et qui portent sur la promotion du développement, le renforcement des communautés et l'autonomisation des populations", ajoute le même communiqué.

Les deux parties ont également discuté de "la possibilité d'organiser en Algérie, le 50ème anniversaire de création de l'OFID prévu d'ici deux ans", selon la même source.

Par ailleurs, le ministre des Finances a rencontré au siège de l'OFID à Vienne, son homologue iranien, avec lequel il a échangé sur "l'état et les perspectives de la coopération entre les deux pays, ainsi que les voies et moyens de la consolider davantage", indique-t-on dans le même texte.



Faïd représente le président de la République au Sommet pour un nouveau pacte financier mondial à Paris



Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, s'est rendu mercredi à Paris (France) pour participer, en qualité de représentant du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au Sommet pour un nouveau pacte financier mondial, dont les travaux sont prévus les 22 et 23 juin courant, a indiqué un communiqué du ministère des Finances.

Cet évènement qui réunira des chefs d'Etat et de gouvernement, des dirigeants d'institutions financières multilatérales, d'organisations internationales, des représentants du secteur privé

et de la société civile, ambitionne de "converger plusieurs agendas (climat, dette et objectifs du développement durable) afin de proposer des recommandations à même d'apporter des solutions innovantes face aux défis auxquels sont confrontés les pays vulnérables et à faible revenu", explique le communiqué.

Le Sommet se déroulera sur deux jours et permettra des débats au plus haut niveau, sur des thématiques qui feront l'objet de tables rondes dédiées notamment à la réforme des banques multilatérales de développement à l'aune des nouveaux défis, à la dette, aux partenariats pour une croissance verte, et aux instruments de financement novateurs face aux nouvelles vulnérabilités, précise la même source.

Ces thématiques qui seront débattues en présence d'imminentes personnalités et de chefs d'Etat africains en qualité de panélistes, témoignent de "l'importance d'une action solidaire pour un système financier international plus réactif et plus juste, permettant de lutter contre les inégalités, de financer la transition climatique, et de nous rapprocher de l'atteinte des objectifs du développement durable", souligne le document.

La participation de l'Algérie à ce Sommet traduit "tout l'intérêt accordé par les autorités du pays à contribuer à la réflexion autour des questions liées au financement du développement face aux crises multidimensionnelles liées notamment à la pandémie du covid-19, à la situation de surendettement et aux changements climatiques et qui nécessitent la création d'une dynamique soutenue, capable d'aboutir à des engagements concrets pour un nouveau pacte financier entre le Nord et le Sud", a fait savoir le ministère.



FIA : le président de la République met en avant le soutien constant de l'Etat aux investisseurs

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé mardi à l'ouverture de la 54e édition de la Foire internationale d'Alger (FIA), la détermination de l'Etat à poursuivre son soutien aux investisseurs pour le lancement ou l'élargissement de leurs projets dans divers secteurs et à augmenter le taux d'intégration nationale, affirmant que "l'avenir du pays est dans les start-up et les jeunes investisseurs".

Lors de sa visite aux différents stands de la FIA et ses échanges avec les opérateurs économiques et chefs d'entreprises publiques et privées, le Président Tebboune a réaffirmé l'attachement des pouvoirs publics à accorder toutes les facilités aux porteurs de projets, notamment dans les industries mécaniques, manufacturières et dans l'agriculture, appelant à l'augmentation du taux d'intégration nationale d'autant que les capacités du tissu industriel national le permettent.

Le président de la République s'est longtemps attardé au pavillon de l'Entreprise privée "VMS industrie", sise dans la wilaya de Bejaïa et spécialisée dans la fabrication de cycles, de motocycles (scooter) et de tricycles, où il a appelé les responsables de l'entreprise à élargir leur activité et à diversifier leurs produits, soulignant l'importance de la filière industrielle dans laquelle elle active.

Dans le même contexte, le Président Tebboune a appelé à la nécessité de "lancer la production de véhicules légers servant d'ateliers pour réparer les pannes mécaniques des voitures et des artisans, à même d'attirer les jeunes investisseurs".

L'entreprise privée cherche à ouvrir, d'ici à deux semaines, une unité spéciale pour la fabrication de châssis entrant dans la fabrication de motos, et ce, à Oued el Berdi (Bouira), selon les explications de ses responsables qui ont affirmé que le taux d'intégration de l'entreprise varie entre 25 et 60%.

Par ailleurs, l'industrie militaire a occupé une part importante des pavillons de la foire, qui s'étalera sur six jours, où les sociétés et les entreprises relevant du ministère de la Défense nationale exposent une série d'équipements et de véhicules fabriqués localement, avec un taux d'intégration important, selon les explications fournies à l'occasion. Le président de la République a salué les progrès réalisés par l'Algérie dans le domaine de l'industrie militaire, appelant à la promotion du partenariat public-privé et à l'augmentation du taux d'intégration industrielle nationale, notamment dans l'industrie mécanique, les véhicules blindés, les moteurs, les systèmes de contrôle, et les armes. Le Président Tebboune s'est, également, enquis du premier salon virtuel algérien qui met en avant les réalisations des cinq (5) secteurs stratégiques sur lesquels mise l'Algérie pour réaliser le développement économique. Il s'agit de l'industrie, toutes filières confondues, de l'agriculture, des énergies renouvelables, des technologies de l'information et de la communication (TIC), de l'économie de la connaissance et du tourisme.

Les jeunes investisseurs... avenir du pays

Au niveau du même pavillon, le président de la République s'est rendu à l'espace technologique algérien (Algeria Techspace), qui regroupe 30 start-up, ainsi que des organismes accompagnant ce type de start-up innovantes.

Il est prévu durant la Foire l'organisation de conférences et d'un concours en ingénierie et innovation pour encourager les jeunes, notamment les étudiants, à concrétiser leurs projets.

A ce propos, le Président Tebboune a mis l'accent sur la nécessité de conclure des partenariats entre les start-up algériennes et leurs homologues africaines, en se dirigeant vers l'exportation des produits et des services innovants vers les marchés africains, notamment le Sénégal, le Cameroun et la Côte d'Ivoire, soulignant que l'Algérie "mise beaucoup" sur les jeunes investisseurs en la matière, car étant "l'avenir du pays".

Au niveau des stands dédiés aux start-up, le président Tebboune s'est intéressé à une entreprise ayant mis au point un robot capable d'accéder à des endroits très difficiles d'accès ou inaccessibles aux pompiers lors des incendies.

Le président de la République s'est engagé à faciliter l'octroi de brevet au profit de cette invention, en vue de sa commercialisation en Algérie. Le président de la République, qui visitait le stand de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) s'est félicité de l'amélioration significative du climat des affaires en Algérie, à la faveur du nouveau cadre juridique régissant les investissements.

Le Président Tebboune a rappelé, à ce propos, que "par le passé, ça prenait cinq (5) années à l'investisseur pour lancer son projet", se disant confiant quant au travail accompli par l'agence, créée l'année dernière.

Au pavillon dédié à l'Italie, invitée d'honneur de cette édition du FIA, le Président Tebboune a affirmé que l'Algérie était favorable à l'établissement d'un partenariat stratégique avec ce pays et au renforcement de la coopération bilatérale dans divers domaines et secteurs.

Au stand du constructeur automobile FIAT, le Président Tebboune a insisté sur l'impératif d'accélérer le démarrage de la production de véhicules de cette marque italienne en Algérie, à même de répondre aux besoins du marché national.

Le Président Tebboune s'est, par ailleurs, enquis du projet de production de sucre dans le sud de l'Algérie à partir de la transformation de la betterave sucrière, présenté par le président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula.

Le président de la République a mis en avant la qualité de ce produit et les moyens disponibles qui permettent d'atteindre une production extraordinaire.

Cette manifestation économique annuelle connaît la participation de 473 entreprises algériennes et 165 étrangères représentant 30 pays.

La Jordanie arrive en tête des participants étrangers à cet événement avec 25 entreprises, suivie de la Turquie (22), l'Iran (12), le Pakistan (11) et la Palestine (10).



CNESE: unifier la vision pour une recherche scientifique au service de l'économie nationale.

Le président du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), Sidi Mohammed Bouchenak Khelladi, a appelé, mercredi à Alger, à unifier la vision des universitaires, des chefs d'entreprises et des institutions et organismes de l'Etat afin d'exploiter au mieux les résultats de la recherche scientifique et les mettre au service de l'économie nationale.

Lors de son allocution d'ouverture de la 1ère édition du Forum économique Université-entreprises publiques et privées et institutions de l'Etat "For Innov 2023" organisé, par l'agence "Oxcom Event", en collaboration avec le CNESE, M. Khelladi a appelé à "trouver une vision unifiée et des mécanismes communs entre l'université, les entreprises économiques publiques et privées et les différents organismes de l'Etat concernés".

Cette démarche aura pour but de trouver "les meilleurs moyens d'exploiter les résultats de la recherche scientifique et du développement technologique, et de les orienter au service du développement économique, social et environnemental de notre pays", a-t-il précisé.

Ce forum économique consacré à l'étude de la relation tripartite qui lie l'université et les opérateurs économiques publics et privés avec les organismes étatiques est, selon lui, "une préoccupation majeure de l'Etat", en raison de son rôle dans le processus de "valorisation des résultats des travaux de recherche au service de l'économie nationale, d'encouragement de l'innovation dans les entreprises et la création de start-up proposant des produits, services et solutions innovants, au profit du secteur économique".

S'agissant du Forum, M. Khelladi s'attend à ce qu'il débouche sur des recommandations "pratiques et utiles à la création d'un environnement de travail commun, qui associe l'université aux entreprises économiques et aux diverses agences de l'Etat, afin de lancer un développement économique basé sur l'innovation et l'utilisation de la technologie moderne dans divers domaines".

Pour leur part, les organisateurs ont indiqué que ce Forum "touche les axes vitaux de l'économie nationale, regroupant des entreprises de divers secteurs, tels que la recherche et développement, la numérisation et les technologies, l'industrie, les finances, les assurances, l'énergie, le BTPH, l'agriculture, la pêche et l'environnement, les télécoms, le commerce et bien d'autres".

Il vise, selon eux, "à mettre la lumière sur l'importance de l'encadrement des étudiants porteurs de projets, qui seront les futurs créateurs d'entreprises innovantes de demain et qui deviendront des acteurs incontournables de l'économie".

De son côté, la représentante du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Amina Guelloul, et dans une allocution, lue au nom du président de cette organisation patronale a assuré que le CREA "encourage toute initiative de rapprochement entre l'université et les entreprises", mettant en avant le rôle de l'université "dans l'accompagnement du secteur économique dans l'innovation".

Intervenants lors de ce forum, les représentants des universités de Boumerdes, M'sila et Bab Ezzouar ont mis l'accent sur le rôle que jouent les incubateurs des universités dans l'émergence d'idées et de projets innovants qui ont aboutis à la création de start-up labélisées ou encore qui ont ouvert les portes à leurs initiateurs à décrocher des contrats avec des partenaires locaux et étrangers.

Participation de Faïd au forum de l'Ofid Le financement international en débat

«Ensemble, nous pouvons débloquer des modèles de collaboration et générer un impact positif pour l'avenir», a affirmé le ministre.

Dans l'optique de rendre visible les nouvelles dispositions de coopération et de partenariats de l'Algérie, le département des finances poursuit ses actions destinées à renforcer les relations et ses positions auprès des organismes financiers internationaux. À ce titre, le ministre des Finances, Laâziz Faïd, accompagné d'une délégation de son département ministériel, a pris part mardi à Vienne (Autriche), aux travaux du Forum du Fonds de l'Opep pour le développement international (Ofid). Une approche qui rejoint la nouvelle politique économique adoptée par les pouvoirs publics, visant à mettre en exergue la volonté de l'Algérie de renforcer l'ancrage de l'économie nationale sur la scène internationale. Il faut dire que l'émergence de la nouvelle dynamique économique, dûment appuyée par des résultats inédits, imposent au système financier et bancaire de se mettre au diapason des programmes de développement internationaux. En ce sens où la concrétisation des objectifs de la relance économique s'appuient en profondeur sur les éventuelles avancées et résultats des actions de réformes et de développement des secteurs stratégiques, tels que, les exportations hors hydrocarbures, l'agriculture, l'industrie, et l'économie de la connaissance. C'est précisément à ce niveau que réside l'importance de la participation de l'Algérie, en tant que membre depuis 1976, aux actions de l'Ofid qui se penche pour cette édition sur l'exploration des «approches innovantes pour faire face à la rareté du capital de développement et à la nécessité de mobiliser un soutien financier pour des projets durables, la collaboration régionale et l'inclusivité». L'objectif étant de renforcer les capacités de cette institution à financer les projets structurants des pays membres, et impacter le développement économique. À ce titre, Faïd marquera sa présence à cet évènement à travers sa participation à «la session ministérielle, prévue le 21 juin 2023, et qui sera consacrée à l'examen et l'approbation des rapports d'activités de l'Ofid, ainsi qu'à l'adoption de ses états financiers annuels». Une participation qui permettra à l'Algérie d'apporter sa pierre à l'édifice, et d'exposer les nouveaux arguments économiques, sur le plan du partenariat, de l'investissement, mais également sur le plan des capacités financières. D'autant plus que ces dernières s'articulent sur les effets d'une vision nouvelle qui tend à développer et à moderniser le système financier, et accélérer son déploiement à travers ses représentations à l'étranger. En somme, ces actions font partie intégrante d'une vision économique globale qui oeuvre à conférer aux actions de réformes et de développement, une force financière à même de confirmer son rang d'acteur économique incontournable dans la région.

Des investissements de 370 millions DA pour l'électrification à Tizi Ouzou.

Des investissements d'un montant de 370 millions DA ont été consacrés au développement et au renforcement du réseau électrique dans la wilaya de Tizi-Ouzou par la direction de distribution d'électricité et de gaz, pour l'été 2023. Il s'agit de la création de 17 postes de haute et basse tensions (HTA/BT) pour un montant financier estimé à 206 millions de DA à travers plusieurs localités, dont Tizi Ouzou, Draâ Ben Khedda, Aïn El Hammam, Tizirt, Ouadhias, Ouaguenoun, Draâ El Mizan et Azazga. Un autre projet de création de sept départs de haute tension d'une longueur de 22.49 KM pour un montant financier estimé à 164 MDA a également été lancé. Ces investissements, est-il souligné, s'inscrivent dans la continuité des efforts en matière de renforcement du réseau électrique au niveau de la wilaya. Toutefois, déplore la même source, des oppositions de riverains entravent la réalisation de certaines parties de ce programme de développement.

72.000 unités en renfort entre juillet et décembre Le carnet de commandes de Fiat explose

La nouvelle loi sur l'investissement séduit les Italiens...

Fiat a enregistré 20 000 commandes en deux mois. C'est ce qu'a déclaré Hakim Boutehra, manager du Groupe Stellantis Afrique du Nord et président du conseil d'administration de Fiat El Djazaïr. Une forte demande qui sera incessamment soulagée par l'approvisionnement du marché national avec l'arrivée, dès juillet prochain et ce jusqu'à la fin de l'année, de nouvelles «fournées». Soit 10 000 à 12 000 unités / mois, au minimum, a expliqué le même responsable. Ce dernier avait, rappelons-le, participé en mai dernier, au Forum économique de Turin, en Italie, événement qui avait porté, notamment sur les perspectives de développement de l'industrie automobile en Algérie. Une cinquantaine d'équipementiers étaient présents à ce Forum aux côtés d'une centaine d'opérateurs économiques, responsables locaux et experts des deux côtés. S'exprimant en marge de la 54e FIA, à la faveur d'une conférence portant sur le partenariat entre l'Italie et l'Algérie, Hakim Boutehra a annoncé la sortie d'usine de la «Fiat 500 made in Algeria» pour décembre prochain, de même qu'il a avisé de la sortie de nouveaux modèles en 2024. Hakim Boutehra a en outre fait savoir que l'usine Fiat El Djazaïr implantée à Oran et dont le montant d'investissement est de 200 000 000 d'euros est achevée à 64%. «Nous suivons l'avancée des travaux heure par heure. L'usine sera prête fin août 2023», a-t-il ajouté,

en signalant qu'une attention particulière sera accordée à la sous-traitance-incluant des sous-traitants italiens ou autres- pour atteindre un taux d'intégration de 30% en 2027. Au deuxième jour de la 54e FIA, Son Excellence l'ambassadeur d'Italie en Algérie, Giovanni Pugliese est revenu sur la qualité des relations économiques algéro-italiennes, en rappelant un volume d'échanges de 20 milliards d'euros. Il a alors, citant 230 entreprises italiennes activant en Algérie, encouragé le dialogue entre les entreprises italiennes et algériennes et ce afin de renforcer les liens d'une coopération, déjà forte. D'ailleurs et à la faveur d'un panel dédié aux entreprises et à la nouvelle loi algérienne sur l'investissement, le nom de l'ami de la révolution algérienne Enrico Mattei a souvent été évoqué. Notons que le gazoduc «Trans-mediterranean pipeline», reliant l'Algérie et l'Italie, porte le nom d'Enrico Mattei depuis l'année 1999. Et c'est en se référant à cette personnalité italienne d'exception que le DG d'ENI a indiqué: «ENI Algérie est le symbole même de l'amitié algéro-italienne. C'est grâce à l'Algérie qu'ENI est devenue ce qu'elle est aujourd'hui». Et d'ajouter: «ENI est implantée à In Salah, Hassi Berkine et In Amenas.» Les entreprises italiennes qui sont présentes dans les travaux publics et le ferroviaire, le digital, l'oil & gaz...affichent une grande détermination à exploiter toutes les nouvelles possibilités qu'offre le nouveau climat des affaires en Algérie. Ils sont nombreux les managers italiens à affirmer: «Nous tenons, au nom des 6 millions de PME en Italie, à développer davantage les relations économiques, créer des filiales et s'associer à des sociétés algériennes. Ce rapprochement constitue un atout de développement dans la zone méditerranée et en Afrique du Nord. Cet élan est favorablement accueilli par les membres du Club des entrepreneurs et industriels de la Mitidja Ceimi, dont le président Fethi Ammour, au même titre que d'autres de ses confrères, a invité les entreprises italiennes à «délocaliser une partie de leurs entités pour activer en Algérie, surtout que la nouvelle loi sur l'investissement le prévoit.» .

Session ministérielle de l'OFID : Le ministre des Finances à Vienne

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a pris part, hier, à Vienne (Autriche), à la session ministérielle du Fonds de l'OPEP pour le développement international (OFID), dédiée à l'examen et l'approbation des rapports d'activités de cette institution, ainsi qu'à l'adoption de ses états financiers annuels, indique un communiqué du ministère. Selon la même source, M. Faid s'est entretenu, en marge de cette session ministérielle, avec le directeur général de l'OFID, Abdulhamid Alkhalifa, avec



lequel «il a échangé les points de vue sur les défis de développement et le rôle que pourrait jouer cette institution pour aider les pays en développement à les relever». Les discussions ont notamment porté sur «les missions assignées à l'OFID depuis sa création en 1976 en Algérie et qui portent sur la promotion du développement, le renforcement des communautés et l'autonomisation des populations», ajoute le même communiqué. Les deux parties ont également discuté de «la possibilité d'organiser, en Algérie, le 50e anniversaire de création de l'OFID prévu d'ici deux ans», selon la même source. Par ailleurs, le ministre des Finances a rencontré au siège de l'OFID, à Vienne, son homologue iranien, avec lequel il a échangé sur «l'état et les perspectives de la coopération entre les deux pays, ainsi que les voies et moyens de la consolider davantage», indique-t-on dans le même texte.



Sommet pour un nouveau pacte financier mondial : Représentant le Président Tebboune, Faid à Paris.

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, s'est rendu, hier, à Paris (France) pour participer, en qualité de représentant du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au Sommet pour un nouveau pacte financier mondial, dont les travaux sont prévus les 22 et 23 juin courant, a indiqué un communiqué du ministère des Finances. Cet événement qui réunira des chefs d'Etat et de gouvernement, des dirigeants d'institutions financières multilatérales, d'organisations internationales, des représentants du secteur privé et de la société civile, ambitionne de «converger plusieurs agendas (climat, dettes et objectifs du développement durable) afin de proposer des recommandations à même d'apporter des

solutions innovantes face aux défis auxquels sont confrontés les pays vulnérables et à faible revenu», explique le communiqué. Le Sommet se déroulera sur deux jours et permettra des débats au plus haut niveau, sur des thématiques qui feront l'objet de tables rondes dédiées notamment à la réforme des banques multilatérales de développement à l'aune des nouveaux défis, à la dette, aux partenariats pour une croissance verte, et aux instruments de financement novateurs face aux nouvelles vulnérabilités, précise la même source. Ces thématiques qui seront débattues en présence d'imminentes personnalités et de chefs d'Etat africains en qualité de panélistes, témoignent de «l'importance d'une action solidaire pour un système financier international plus réactif et plus juste, permettant de lutter contre les inégalités, de financer la transition climatique, et de nous rapprocher de l'atteinte des objectifs du développement durable», souligne le document. La participation de l'Algérie à ce Sommet traduit «tout l'intérêt accordé par les autorités du pays à contribuer à la réflexion autour des questions liées au financement du développement face aux crises multidimensionnelles liées notamment à la pandémie de Covid-19, à la situation de surendettement et aux changements climatiques, et qui nécessitent la création d'une dynamique soutenue, capable d'aboutir à des engagements concrets pour un nouveau pacte financier entre le Nord et le Sud», a fait savoir le ministère.



Couverture des risques à l'export : L'assurance-crédit en hausse

Le ministre des Finances, Laâziz Faïd, a indiqué, hier, que «la demande d'assurance à l'exportation a connu une augmentation sensible, ces derniers mois, auprès des exportateurs algériens, due à la hausse de la diversification des exportations, hors secteur des hydrocarbures, qui a atteint 7 milliards dollars en 2022».



Cette déclaration a été faite par le ministre, en marge d'une rencontre organisée par la Compagnie algérienne d'assurance et de garantie des exportations (CAGEX), sur les «exportations algériennes ; situation et perspectives, à l'hôtel El Aurassi à Alger. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre des cycles de conférences organisées depuis, la fin du mois de mai. La première a eu lieu à Oran le 25 mai, la deuxième à Sétif (6 juin) et une prochaine rencontre est prévue pour le 11 juillet prochain à Constantine. Le but de ces conférences est de se rapprocher des opérateurs économiques et de les rapprocher du monde des assurances, ont indiqué, les professionnels présents à cet événement. Il est question, aussi d'accompagner les opérateurs, leur fournir des conseils sur leurs futurs partenaires et aussi sur le marché sur lequel ils vont agir, d'autant que la CAGEX possède des atouts, des partenaires fiables des ressources rassurantes, de l'expertise, un système d'information moderne, leur garantissant un meilleur accompagnement dans leurs projets d'exportation.

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a indiqué, dans son discours, lu par le représentant du ministère des Finances et directeur général du Trésor, Saleh Labani, que le secteur des assurances est considéré comme un élément essentiel de la politique économique du pays, à travers le rôle majeur que joue les compagnies d'assurances dans le système économique en général. Il s'agit, selon le ministre, de minimiser les risques et d'indemniser les personnes affectées, ce qui conduit au développement et à la stabilité de l'activité économique nationale, a-t-il déclaré. D'autant, a-t-il ajouté, que «la scène économique connaît actuellement une dynamique importante, à travers une révision des lois, régissant l'activité économique, notamment la loi sur l'investissement, la loi sur la monnaie et le crédit, et récemment la loi sur les marchés publics, ainsi que le projet de loi sur les assurances, qui est actuellement à l'étude au niveau du secrétariat général du gouvernement. A cet égard, il a indiqué que le saut qualitatif et les évolutions enregistrées par notre économie ces dernières années, notamment dans le domaine de la diversification des exportations hors secteur des hydrocarbures, ont atteint des proportions importantes dans les années 2021 et 2022. Cette «évolution a entraîné une augmentation de la demande d'assurance à l'exportation par les opérateurs économiques», mettant le doigt, ainsi, sur le rôle de la société CAGEX dans la sécurisation des exportations, et aussi son rôle dans l'économie depuis sa création en 1996. Le ministre, a noté, que l'État continue d'accorder des garanties pour les opérations d'exportation, notamment en ce qui concerne le transport aérien et d'autres matériels concernés par les risques politiques. Le directeur central à la CAGEX, a animé une intervention sur les prestations de cette société. Mohamed Kadi, chercheur permanent au CREAD (Alger), a abordé, pour sa part, l'analyse macroéconomique, permettant à l'exportateur de comprendre le contexte économique dont lequel il évolue, identifier les opportunités d'affaires et la gestion des risques potentiels. Abordant le thème sur «les exportations algériennes : situation et perspectives», l'expert et consultant en commerce international, Ali Bey Nasri, a, pour sa part, fait un état des lieux encourageant sur le commerce extérieur, affirmant une nette augmentation des exportations. Pour étayer ses propos, il a donné des chiffres en hausse, soit 2,25 milliards en 2020 ; 5 milliards de dollars en 2021 ; 6,6 milliards de dollars en 2022. Concernant, la balance commerciale, déficitaire à partir de fin 2014, elle réalise un excédent record qui a atteint les 20 milliards, a-t-il indiqué. Cette progression notable est due essentiellement à une remontée des prix du baril de pétrole, à un volume d'exportations, qui est en 2022, de l'ordre de 60 milliards de dollars. Il a cité également une augmentation des réserves de change de 64 milliards de dollars en 2022. Les données macroéconomiques du commerce extérieur sont positives, selon lui. Il a indiqué, également que le Top 5 des produits exports, sont notamment, le naphta Athenol, les engrais, le sucre, l'acier, le ciment.



Session du Fonds de l'OPEP pour le développement international : Le ministre des Finances à Vienne.

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a pris part, ce mercredi à Vienne (Autriche), à la session ministérielle du Fonds de l'OPEP pour le développement international (OFID), dédiée à l'examen et l'approbation des rapports d'activités de cette institution, ainsi qu'à l'adoption de ses états financiers annuels, indique un communiqué du ministère.

Selon la même source, M. Faïd s'est entretenu, en marge de cette session ministérielle, avec le directeur général de l'OFID, Abdulhamid Alkhalifa, avec lequel « il a échangé les points de vue sur les défis de développement et le rôle que pourrait jouer cette institution pour aider les pays en développement à les relever ». Les discussions ont notamment porté sur « les missions assignées à l'OFID depuis sa création en 1976 en Algérie et qui portent sur la promotion du développement, le renforcement des communautés et l'autonomisation des populations », ajoute le même communiqué.

Les deux parties ont également discuté de « la possibilité d'organiser en Algérie, le 50ème anniversaire de création de l'OFID prévu d'ici deux ans », selon la même source. Par ailleurs, le ministre des Finances a rencontré au siège de l'OFID à Vienne, son homologue iranien, avec lequel il a échangé sur « l'état et les perspectives de la coopération entre les deux pays, ainsi que les voies et moyens de la consolider davantage », indique-t-on dans le même texte.



Sommet pour un nouveau pacte financier mondial à Paris : Faïd représente le président de la République.

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, s'est rendu, ce mercredi à Paris (France), pour participer, en qualité de représentant du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au Sommet pour un nouveau pacte financier mondial, dont les travaux sont prévus les 22 et 23 juin courant, a indiqué un communiqué du ministère des Finances.

Cet évènement qui réunira des chefs d'Etat et de gouvernement, des dirigeants d'institutions financières multilatérales, d'organisations internationales, des représentants du secteur privé et de la société civile, ambitionne de « converger plusieurs agendas (climat, dette et objectifs du développement durable) afin de proposer des recommandations à même d'apporter des solutions innovantes face aux défis auxquels sont confrontés les pays vulnérables et à faible revenu », explique le communiqué.

Le Sommet se déroulera sur deux jours et permettra des débats au plus haut niveau, sur des thématiques qui feront l'objet de tables rondes dédiées notamment à la réforme des banques multilatérales de développement à l'aune des nouveaux défis, à la dette, aux partenariats pour une croissance verte, et aux instruments de financement novateurs face aux nouvelles vulnérabilités, précise la même source.

Ces thématiques qui seront débattues en présence d'imminentes personnalités et de chefs d'Etat africains en qualité de panélistes, témoignent de « l'importance d'une action solidaire pour un système financier international plus réactif et plus juste, permettant de lutter contre les inégalités, de financer la transition climatique, et de nous rapprocher de l'atteinte des objectifs du développement durable », souligne le document.

La participation de l'Algérie à ce Sommet traduit « tout l'intérêt accordé par les autorités du pays à contribuer à la réflexion autour des questions liées au financement du développement face aux crises multidimensionnelles liées notamment à la pandémie du covid-19, à la situation de surendettement et aux changements climatiques et qui nécessitent la création d'une dynamique soutenue, capable d'aboutir à des engagements concrets pour un nouveau pacte financier entre le Nord et le Sud », a fait savoir le ministère



Agence algérienne de promotion de l'investissement : Plus de 2.600 projets enregistrés pour près de 8 milliards de dollars.

Les projets d'investissement enregistrés auprès de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) depuis le 1er novembre 2022 ont atteint plus de 2.600 pour une valeur avoisinant les 8 milliards de dollars, a indiqué cette agence.

Au cours de la période du 1er novembre 2022 au 15 juin 2023, il a été enregistré 2.606 projets dont 2.553 issus d'investissements locaux, tandis que 53 projets ont été entrepris par des opérateurs étrangers totalisant un montant global déclaré de 1.084 milliards de DA (environ 8 milliards de dollars), selon un bilan de l'AAPI consulté par l'APS, en marge de la Foire internationale d'Alger (FIA). Sur la période allant du 15 juin 2022 jusqu'au 15 juin 2023, une hausse de 121% du nombre de projets a été enregistrée, a-t-on précisé. Ces projets inscrits auprès de l'AAPI permettront de créer 65.792 postes d'emploi, a ajouté la même source qui précise que plus de la moitié (51%) du nombre total des projets relève du secteur de l'industrie avec un montant de 744 milliards de DA, suivis par les secteurs du BTPH à 15 % et des transports à hauteur de 14%.



De plus, il a enregistré 166 projets agricoles à travers les différentes régions du pays pour 49,2 mds de DA. Il s'agit notamment de projets relatifs aux travaux agricoles et au traitement phytosanitaire, l'engraissement de volaille, accoupage industriel et l'aquaculture. Dans le domaine touristique, 105 projets d'investissement totalisant un montant déclaré de 47,5 mds de DA ont été inscrits au niveau de l'AAPI. Ces projets portent notamment sur la réalisation d'infrastructures hôtelières (48 projets), des sites d'attraction (21) et des complexes touristiques ou villages de vacances (12). Quant à la répartition des projets d'investissement par région, les données de l'AAPI indiquent que 52% (1356 projets) sont implantés dans le nord du pays, 30% dans les Hauts Plateaux, tandis que 18% sont localisés dans le sud du pays.

Par ailleurs, le bilan de l'Agence note que l'écrasante majorité (99%) du nombre total des projets d'investissement inscrits relève du secteur privé, tout en mentionnant qu'aucun projet d'investissement mixte n'a été recensé durant cette période. Concernant la structure du financement des projets, 51% de ces derniers sont autofinancés, alors que 49% (1.272 projets) sont financés via des emprunts bancaires, fait savoir l'AAPI.



Commerce extérieur : L'assurance des exportations en hausse

Le ministre des Finances, Laâziz Faïd, a fait savoir, ce mercredi à Alger, que l'assurance à l'exportation a connu, ces derniers mois, une augmentation sensible auprès des opérateurs économiques grâce à l'évolution enregistrée par notre économie, notamment dans le domaine des exportations hors secteur des hydrocarbures.

Dans une allocution lue en son nom par le directeur général du Trésor, Salah Labani, à l'occasion d'une rencontre thématique organisée par la compagnie d'assurances Cagex, le ministre des Finances a affirmé que le secteur des assurances est considéré comme un élément essentiel de la politique économique du pays, à travers le rôle majeur joué par les compagnies d'assurances dans le système économique en général. Leur mission consiste essentiellement à «minimiser les risques et d'indemniser les personnes concernées, ce qui conduit au développement et à la stabilité de l'activité économique nationale», a-t-il expliqué. Il a rappelé que la scène économique connaît actuellement un dynamisme à travers une révision des lois qui encadrent l'économie nationale, dont celle régissant le secteur des assurances, précisant que «le projet de loi sur les assurances est actuellement à l'étude au niveau du secrétariat du gouvernement». S'agissant de la Cagex, Faïd a souligné l'importance que revêt son activité et son rôle dans la sécurisation des exportations depuis sa création en 1996.

En effet, cette dernière est spécialisée, faut-il rappeler, dans l'assurance, pour son propre compte, des risques commerciaux et, pour le compte de l'Etat, des risques politiques, des risques de non-transfert et de catastrophes naturelles. Cependant, n'étant pas obligatoire, cette assurance ne draine pas beaucoup de souscripteurs parmi les exportateurs algériens, puisque sur les 1.200 opérateurs ayant des activités à l'export, seuls 240 sont clients chez la Cagex.

Selon Zohir Laïche, PDG de la compagnie, il s'agit du même phénomène observé dans l'ensemble des segments qui composent les assurances algériennes, à l'exemple de l'assurance contre les catastrophes naturelles (Cat.Nat) qui, malgré son caractère obligatoire, peu de citoyens y souscrivent. Selon lui, pour booster l'assurance des exportations, il ne s'agit pas seulement de la rendre obligatoire, mais aussi de chercher les vraies causes de ce désintérêt qu'affichent les exportateurs. C'est la raison pour laquelle, d'ailleurs, la Cagex a initié, en mai dernier, un cycle de conférences organisées dans plusieurs wilayas du pays afin de se rapprocher des opérateurs économiques, mais surtout de les sensibiliser sur l'importance et la nécessité d'assurer leurs marchandises expédiées à l'étranger.

Notons, par ailleurs, que la dynamique enregistrée par l'activité d'exportation hors hydrocarbures, ces derniers mois, s'est positivement répercutée sur la santé financière de la Cagex, puisqu'elle a réalisée, en 2022, une hausse de près de 50% de son chiffre d'affaires, soit un montant de 85,63 milliards de dinars, en augmentation de 47% par rapport à 2021.

Laïche a, enfin, annoncé que la Compagnie s'attelle à mettre en place un nouveau système d'information et de gestion intégré (ERP) qui vise à améliorer la gouvernance au sein de l'entreprise, à travers l'optimisation des processus de gestion. Il vise également à accélérer la dématérialisation des échanges avec les clients et le partage des données.



Usine Fiat: Tebboune demande d'accélérer le démarrage de la production

Le «partenariat stratégique» entre l'Algérie et l'Italie a été encore souligné par le président Tebboune à l'ouverture de la 54e édition de la Foire internationale d'Alger (FIA), mardi dernier. En visitant le stand le pavillon de l'Italie, invitée d'honneur de cette édition, le président Tebboune a eu des échanges avec les différents opérateurs, réaffirmant dans ces déclarations, en cette occasion, que l'Algérie est favorable à l'établissement d'un partenariat stratégique avec l'Italie et au renforcement de la coopération entre les deux pays dans divers domaines et secteurs. Se félicitant du niveau des relations unissant l'Algérie et l'Italie depuis de longues années, il a souligné que l'Algérie «est prête à coopérer avec l'Italie dans tous les domaines intéressant les deux pays», rappelant dans ce sillage que le marché automobile algérien «connaît une demande croissante». D'où l'impératif «d'accélérer le démarrage de la production de véhicules de cette marque italienne en Algérie, à même de répondre aux besoins du marché national», a-t-il considéré. Selon le président Tebboune «l'Etat est disposé à aplanir les difficultés», soulignant qu'«en cas d'embûches, le ministre du secteur pourrait être saisi, et à travers lui la Présidence de la République de manière directe». Tout en se félicitant de l'amélioration significative du climat des affaires en Algérie, à la faveur du nouveau cadre juridique régissant les investissements.

S'exprimant sur un autre registre, le président Tebboune a relevé la qualité de la betterave sucrière cultivée dans le sud du pays, assurant que les moyens sont disponibles pour atteindre une production «extraordinaire». Il a affirmé à ce propos que «la betterave sucrière peut être cultivée dans le sud du pays, notamment à Oued Souf et à Adrar, contrairement à ce que disent certains», avant d'ajouter que «la betterave sucrière de cette région peut peser jusqu'à 5 kilos avec une teneur en sucre très forte qu'on ne trouve pas en Europe».

Visitant le stand du ministère de la Défense Nationale (MDN), le président Tebboune a salué les progrès réalisés par l'Algérie dans le domaine de l'industrie militaire. «Si seulement les chouchous qui ont déclenché la Révolution avec des fusils de chasse pouvaient voir le niveau atteint par la digne héritière de l'Armée de libération nationale», a-t-il dit.

Au niveau du stand de l'établissement des constructions mécaniques de Khenchela, le président de la République a félicité l'entreprise qui a réussi à fabriquer «la première mitrailleuse 100% algérienne, qui est une DShK de calibre 12,7 montée sur des véhicules».

Au stand de l'Établissement de réalisation des systèmes de vidéosurveillance (ERSV) relevant du MDN, le chef de l'Etat a mis en avant l'importance pour cet établissement d'associer des entreprises nationales, à l'instar de l'Entreprise nationale des industries électroniques (ENIE), et des entreprises privées, notamment les start-up, au développement et à la fabrication des systèmes de surveillance localement.

Au niveau des stands dédiés aux start-up, le Président Tebboune s'est intéressé à une entreprise ayant mis au point un robot capable d'accéder à des endroits à accès difficile, inaccessible aux pompiers lors des incendies, s'engageant à faciliter l'octroi de brevet au profit de cette invention, en vue de sa commercialisation en Algérie.



Sur invitation du Président Tebboune : Le Président Serbe bientôt en Algérie.

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, a été reçu, aujourd'hui, par le président serbe, Aleksandar Vucic.

Une rencontre s'inscrivant dans le cadre de sa visite dans ce pays qu'il effectue, chargé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, indique un communiqué du ministère.

Selon un communiqué du ministère des Affaires étrangères, Ahmed Ataf a transmis au président serbe les salutations du Président Abdelmadjid Tebboune, et a renouvelé son invitation à effectuer une visite en Algérie afin d'œuvrer ensemble pour donner un nouvel élan aux relations algéro-serbes. Une invitation acceptée par le chef d'Etat de Serbie qui a émis le vœux qu'elle soit programmée avant la fin de l'année en cours et son espoir qu'une nouvelle phase dans les relations entre l'Algérie et la Serbie soit concrétisée.

Cette rencontre a été l'occasion de souligner la forte volonté politique animant les dirigeants des deux pays à hisser les relations bilatérales à des niveaux supérieurs à même de refléter la qualité et la force de la coopération historique entre les deux pays, remontant à l'époque de la glorieuse révolution de libération.

Dans un autre connexe, les entretiens ont souligné l'adhésion des deux pays à la consolidation du consensus dans leurs positions de principe fondées sur les principes de la Charte des Nations Unies et les valeurs du Mouvement des pays non-alignés au regard des tensions que connaissent actuellement les relations internationales ainsi que l'échange de soutien concernant les questions et intérêts communs dans leurs domaines d'appartenance.

Il a également été convenu de commencer à préparer la visite du président Aleksandar Vucic en Algérie à travers plusieurs activités ministérielles, à laquelle s'ajoute la visite du ministre serbe des Affaires étrangères.



المدير العام للأماك الوطنية عبد الرحمن خيدي لـ"الشروق":

شفافية في ملفي السكن والضرائب.. وهكذا يتم جرد الأماك

يكشف المدير العام للأماك الوطنية عبد الرحمن خيدي عن التحضير لإطلاق بوابة رقمية جديدة تحمل تسمية "فضاء الجزائر"، أعدتها إدارات منتسبة للمديرية العامة للأماك الوطنية، تخضع حاليا للتجريب بولايات ومناطق نموذجية بالوطن، تتضمن كافة المعطيات حول العقار.

كما استكمل إدارات المديرية العامة للأماك الوطنية عبر الولايات تطوير أزيد من 10 تطبيقات، يقول خيدي، من شأنها رقمنة قطاع الأماك الوطنية ومسح الأراضي والحفظ العقاري، وتحسين الخدمة العمومية وتقليص الأجال لطالبيها، مواطنين كانوا أو مهنيين، وكذا تسهيل التعرف على العقار وصاحبه ومشتلاته، بواسطة الرقم التعريفي الوطني أو الجبائي بمجرد نقرة زر.

وتتيح هذه التطبيقات أيضا تسهيل المهام لمصالح الضرائب لرفع نسبة التحصيل الضريبي، وضمان استخراج شهادة السلبية لطالبي السكن بشفافية وسهولة، وتحديد الوضعية القانونية للعقارات لمحوري العقود والموثقين، ومتابعة المحجوزات والأماك المصادرة التابعة للدولة ومزايا أخرى وفق ما يؤكد المدير العام للأماك الوطنية عبد الرحمن خيدي في حوار لـ"الشروق".

بعد صدور المراسيم التنظيمية التي أدمجت مسح الأراضي والحفظ العقاري، كيف يتم تسيير المديرات الولائية لمسح الأراضي والحفظ العقاري؟
بصدور المراسيم التنظيمية الجديدة، التي ألحقت المديرات الولائية لمسح الأراضي بمديرات الحفظ العقاري، باتت هذه الأخيرة تمارس مهام مصالحها بمرونة وسلاسة عاليتين.

وتعرف عملية مسح الأراضي التي تجاوزت نسبتها الـ98 بالمائة، حسب آخر الأرقام، تقدما هاما وملحوظا في الجانب التقني والرقمي، بفعل رقمية المعطيات البيانية المسحية، حيث أصبحت هذه الأخيرة تقدم خدمات رقمية عبر مصالحها الخارجية، وتستصدر مخططات مسحية وشهادات "سي سي 12"، عبر منصة العقار أو "الوثيقة" سابقا، إضافة إلى خدمات أخرى لفائدة السادة الموثقين.

هل دخلت منصة "العقار" حيز الخدمة؟

نعم، دخلت هذه المنصة مؤخرا حيز الخدمة بالعاصمة ومناطق نموذجية أخرى، كما تعكف المديرية العامة للأملاك الوطنية على إطلاق عدّة برمجيات أخرى لتحقيق الرقمنة المرجوة والتي تهدف أساسا لـ"تألية" أنشطتها الثلاث، وهي أملاك الدولة والحفظ العقاري ومسح الأراضي، والذي سينعكس لا محالة على تأدية الخدمات في الأجل المقبولة، وبشكل آني، على غرار الخدمات التي تقدّمها الشبايبك الموجهة للمواطنين في استصدار الوثائق المسحية، وتهدف كافة هذه الإجراءات لتحقيق الغاية الأساسية وهي بلوغ رقمنة محسّنة للأداء.

ما هي خدمات الرقمنة الأخرى التي باشرتھا المديرية العامة للأملاك الوطنية؟

شرعت المديرية العامة للأملاك الوطنية في إطلاق خدمات رقمية عبر مواقع نموذجية على مستوى المديرية الولائية لمسح الأراضي والحفظ العقاري لشرق ولاية الجزائر بمحافظتي الدار البيضاء والحرّاش، وكذا الأربعاء بولاية البليدة ومحافظات أخرى بالمديريات الجهوية الـ12.

وسيوسّع نطاق استعمال هذه التطبيقات الرقمية عند استكمال وضع اللمسات الأخيرة عليها، مع الأخذ بالحسبان جميع الملاحظات المبداة خلال المرحلة التجريبية على مستوى هذه المواقع.

وبالمقابل، وفي خطوة هامّة وغير مسبوقّة، يتم التحضير اليوم على مستوى المديرية العامة لأملاك الدولة للشروع في التجارب الابتدائية للبوابة الجغرافية الجديدة تحت تسمية "فضاء الجزائر".

هل بإمكانك منحنا تفاصيل أكثر عن هذه البوابة؟

تحمل هذه البوابة كافة المعلومات والمعطيات المحدّدة لخصائص العقارات والأراضي، وتحتوي على تطبيقات إلكترونية متعدّدة، تُعنى بمعالجة المعلومة العقارية على أوسع نطاق، وهو الأمر الذي دعا إليه وزير المالية لعزير فايد، الذي يتابع عن كثب مراحل تقدّم أشغال رقمنة أملاك الدولة من خلال وضع جهاز استشاري يشرف عليه أخصائيون ملحقون بديوان الوزير، وكذا المديرية العامة للرقمنة بوزارة المالية، حيث عقد الوزير عدّة اجتماعات تطبعها الدورية، مع إشراك جميع ذوي الاختصاص لإبداء الملاحظة والتمحيص في مدى نجاعة هذه الحلول المقدّمة وكذا وتيرة تقدّم أشغالها، مع العلم أن هذه البوابة تعدّ أهم خطوة في مجال رقمنة أملاك الدولة.

تعوّل إدارة الضرائب على المديرية العامة للأملاك الوطنية لمنحها المعطيات اللازمة حول

العقارات حتى تتمكّن من فرض عدد من الضرائب بجديّة وحزم في الميدان، على غرار

ضريبة الثروة، فكيف سيكون التعاون بينكم؟

تعد المديرية العامة للضرائب شريكا على قدر عال من الأهمية للمديرية العامة للأملاك الوطنية، حيث ستستفيد إدارة الضرائب من أولى الخدمات الرقمية للمديرية العامة للأملاك الوطنية وفي هذا الصدد أنشأنا لجنة تسيير، لضبط آلية تبادل المعلومات والمعطيات البينية بين الطرفين، ووفق ذلك ستتمكن المديرية العامة للضرائب من الاستفادة من المعطيات المسحية المسيرة بتطبيق خاص، أعدّ لذات الغرض، من شأنه تمكين المصالح الخارجية

للمديرية العامة للضرائب من تحسين تحصيل الضرائب الثلاث وهي الرسم على العقار والضريبة على الثروة والرسم على رفع القمامة.

ما هي المعطيات التي قامت المديرية العامة للأموال الوطنية بجمعها في هذا التطبيق؟

قامت المديرية العامة للأموال الوطنية بربط المعطيات المسحية للعقار برقم التعريف الوطني والرقم الجبائي الوطني، تكريسا لمبدأ الرقمنة الوطنية وللتشاركية مع الإدارات الأخرى، والتي بدأت بتنفيذها بمعالم واضحة مع إدارة الضرائب، إذ أن التطبيق المذكور بصدد التجريب على مستوى بعض مراكز التحصيل الجبائي بالعاصمة والذي يرتقب من خلال نتائجه المتوخاة مضاعفة عدد الخاضعين للضريبة، كما أن هذا التطبيق من شأنه المساهمة المباشرة في رفع الضغط على الخزينة العمومية عبر إنعاش مداخل البلديات التي لطالما أثقلت كاهل الخزينة العمومية جراء نقص مواردها المالية، كما أن تعميم التحصيل الجبائي على الجميع وبواسطة أدوات رقمية دقيقة من شأنه تكريس معالم المواطنة الحقّة.

هل هناك تطبيقات رقمية أخرى تسعى المديرية العامة للأموال الوطنية إلى تطويرها؟

نعم، بطبيعة الحال، المديرية العامة للأموال الوطنية تتوقّر على عدد هام من التطبيقات الرقمية التي تسعى لتطويرها وتعمل على إطلاقها، ويمكنك معاينة 10 تطبيقات على الأقل باتت جاهزة وبعضها يخضع حاليا للتجريب، حيث سننقد بتاريخ اليوم - 20 جوان 2023 - اجتماعا مع مهندسين وإطارات من مختلف الولايات، لعرض مدى تقدم التطبيقات التي يطوّرونها والتي تهدف إلى تسهيل مختلف المهام والوظائف التي تؤديها مديرية الأملاك الوطنية، وتعمل على ضمان أريحية خدمة المواطن بالدرجة الأولى، عبر "تألية" مختلف أنشطة مصالحنا الثلاث، وهي أملاك الدولة ومسح الأراضي والحفظ العقاري، فمثلا هناك تطبيق للضرائب وآخر لمنح شهادة السلبية لطالبي السكنات من مختلف الصيغ بشفافية وفي وقت مختصر وتطبيقات لجرد الأملاك المصادرة والمحجوزة.

بصفتكم وافدا جديدا على المديرية العامة للأموال الوطنية، حيث تم تنصيبكم على رأس هذه الهيئة شهر أفريل المنصرم، ما هي استراتيجيتكم لتنفيذ تعليمات رئيس الجمهورية، والذي حدّد آجال 6 أشهر لرقمنة مصالحكم؟

البارز في خارطة نشاطنا هو الحرص الشديد على أداء المهام الأساسية لمختلف المصالح الخارجية، كالمساهمة في الرفع من قيمة التحصيل الجبائي وتحسين الخدمة العمومية وتقليل مدة معالجة الملفات وربط مختلف المصالح بما يمكن من تسوية المهام البينية بسلاسة، والحرص الشديد على المعرفة الدقيقة للجرد والإحصاء وتنمين الملك الخاص والعام للدولة الجزائرية، فالرقمنة الموصى بها في صلب اهتمامنا وعلى رأس خارطة طريقنا، كما لم تغفل المديرية العامة عن تصميم تطبيق يتكفل بجرد ومتابعة وتسيير أملاك

الدولة خارج التراب الوطني، وخلاصة القول هدفنا الالتزام بتعليمات السيد الرئيس لما للأمر من أهمية ونجاعة في تحسين مناخ التسيير وتشاركية المعلومة، وأن نحقق الرقمنة في أقرب الأجل.

كيف ستقومون بجرد أملاك الدولة خارج الوطن وماذا تقصدون بذلك؟
يتعلق الأمر بتطبيق رقمي يتكفل بالانتقال من الجرد الكلاسيكي المقيد بسجلات إلى متابعة رقمية تحدد الأمكنة وتسمح بتسيير هذه الأملاك ذات السيادة بطرق عصرية تمكن مسيري هذا القطاع بالمعرفة الدقيقة الآنية والمحينة، كون الأمر إضافة لطابعه السيادي يحظى بقدر عال من الأهمية، ويتعلق الأمر بالدرجة الأولى بالعقارات والمساحات الأرضية التي تمتلكها السفارات والقنصليات بمختلف بقاع العالم.

إضافة إلى المديرية العامة للضرائب، هل هنالك تنسيق مع هيئات ومؤسسات أخرى في الحكومة لتكريس الرقمنة؟

نعم بالطبع، ونحن نشغل على ذلك، إذ أنه من المعروف أن تطبيقات الرقمنة السالف التطرق إليها تحتاج إلى دعامة لوجستكية تسهل تشاركيته، وفي هذا الإطار قمنا بإمضاء في الأيام الماضية اتفاقا مع المتعاملات الاتصالات الجزائرية لربط مصالح المديرية العامة للأملاك الدولة، والمديريات الجهوية والمديريات الولائية ومديريات الحفظ العقاري ومفتشيات أملاك الدولة عبر شبكة معلوماتية مؤمنة "أنترانت" عبر 408 موقع منتشر عبر التراب الوطني، سيتكفل المتعامل الوطني اتصالات الجزائر بإنجازها في 18 شهرا أو أقل، حيث ستقوم اتصالات الجزائر بتقديم الحلول التقنية وتصميم الشبكة لمديرية أملاك الدولة. وباكتمال مشروع الشبكة تكون المديرية العامة للأملاك الوطنية قد أسست لدعامة لوجستكية قوية تمكنها من إطلاق خدمة رقمية متكاملة سواء لمصالحها الخارجية أو كأداة فعالة لمشاركة مختلف القطاعات الوزارية الأخرى التي تُعنى بملف العقار والعقود وغيرها.

ماذا عن الوزارات الأخرى، هل اتفقت على صيغة لتبادل المعطيات والبيانات معها؟

تنتظر المديرية العامة للأملاك الوطنية ردودا من الوزارات لإثراء القواعد البيانية المسحية، ردا على التماس وزير المالية لعزیز فايد، الذي طلب منها تمكين المديرية العامة للأملاك الوطنية من توقيع اتفاقيات شراكة تضمن تبادلا نوعيا للمعطيات يتميز بالديمومة في التعاون البيئي، وحاليا سيتم توقيع الاتفاق مع المديرية العامة للضرائب ولاحقا مع مختلف المصالح المعنية التي من شأنها أن تثري قاعدة البيانات العقارية على غرار وزارة الري بشأن قنوات الصرف الصحي والفلاحة والتنمية الريفية بخصوص العقار الفلاحي والبريد والمواصلات السلكية واللاسلكية بشأن شبكة الاتصالات السلكية والألياف البصرية وغيرها من القطاعات.

تصوير “3 دي” للبنىات وجرّد المحجوزات والأملك المصادرة

عاينت “الشروق” خلال زيارة ميدانية لمقر المديرية العامة للأملك الوطنية أزيد من 10 تطبيقات رقمية من شأنها تسهيل الخدمات المقدّمة من طرف مصالح مسح الأراضي والحفظ العقاري والأملك الوطنية، حيث قام معدّوها وهم إطارات وخبراء في الإعلام الآلي ومهنيين بتجريبها ميدانيا، ويتعلّق الأمر بالبوّابة الجغرافية “فضاء الجزائر” والتي تضمّ بيانات مسحية وصور ثلاثية الأبعاد للبنىات والسكنات والعقارات في الجزائر، ويُرْتَقَب أن يتمّ تزويدها بمعلومات ترتبط بمختلف القطاعات، على غرار شبكة قنوات الصرف التي تمرّ عبر البنىات مثلا، وشبكة الاتصالات، إضافة إلى معطيات تتضمّن الاسم واللقب والرقم الجبائي والرقم الوطني لصاحب العقار ومساحة العقار ووصفه ومراجع العقود، وهي البوّابة التي ستقدّم خدمات هامة للمواطنين والمهنيين على حدّ سواء وبالدرجة الأولى لمختلف المصالح والإدارات، فتختصر الوقت والجهد.

كما تمّ الوقوف على تطبيق لتبادل المعطيات والبيانات مع المديرية العامة للضرائب، وتمّ اعتماده ببلديتين نموذجيتين بالعاصمة وهما درارية وعين البنيان، واختيار مواقع نموذجية أخرى عبر المناطق الأربع للوطن، من خلال انتقاء ولاية بكل منطقة، ويتضمّن التطبيق قاعدة معطيات مركزية تحتوي على كافة المعلومات الخاصة بأصحاب العقارات والبنىات. وأعدّ إطارات ومهندسو المديرية العامة للأملك الوطنية أيضا تطبيق خاص بمحجوزات أملك الدولة، إذ يتمّ رصد في هذا التطبيق في كل مرّة كافة المعطيات والمعلومات الخاصة بكل ما تقوم الدولة بحجزه من أملك منذ الحجز وإلى غاية التصرف فيها، ويتضمّن التطبيق جدول وطني للمديريات الجهوية لأملك الدولة، يحتوي على المخزون الخاص بالمحجوزات لكلّ منطقة، وذلك بغية توحيد المعلومة وتسهيل الوصول إليها، مع العلم أن هذا التطبيق تمّ اعتماده نموذجيا حاليا بولاية برج بوعريريج.

واستحدثت مديرية الأملك الوطنية أيضا تطبيقا مماثلا خاص بالأملك المصادرة، حيث يحتوي هذا الأخير على قائمة خاصة بكل ولاية تتضمّن الأملك المسترجعة من طرف الدولة وقيمتها، وكل التفاصيل المرتبطة بها، مع العلم أن بعض من هذه التطبيقات يمكن إدراجها داخل البوّابة الجغرافية “فضاء الجزائر”، ويُمكن الولوج إليها من خلال البوّابة. ومن أبرز التطبيقات التي أعدتها المديرية العامة للأملك الوطنية “جاست إيدوم” وهو تطبيق لتسيير أقسام الأملك الوطنية، سواء أملك الدولة أو مسح الأراضي أو الحفظ العقاري، مرتبط بقاعدة بيانات، وتمّ اعتماده اليوم تجريبيا بقسمي التحصيل وقسم تسيير أملك الدولة كمرحلة أولى، إذ يهدف هذا التطبيق، حسب المشرفين عليه لمساعدة الموظّف والارتقاء به للتحوّل من “الورقنة إلى الرقمنة”، مع التحضير لتأسيس بنك معطيات خاصة بعملية الجرد ويتمّ تحيين المعطيات في كل مرّة.

وبالمقابل، يقوم تطبيق “ماسيف”، والذي يعني عصرنة نشاطات المحافظة العقارية، بمرافقة الصندوق الوطني للسكن، الذي تحوّل إلى بنك السكن، لإدخال جميع ملك السكن على المستوى الوطني للمنصة ومراقبة الذمة العقارية لهم، وهو ما سيُمكن من جعل عملية

منح السكن تتسم بالشفافية، حيث يحدّد هذا التطبيق “ماذا يملك كل شخص، وهو ما يساهم في منح شهادة السلبية للسكنات بشفافية، فتصبح خدماتها أنية وفورية بعدما كانت في السابق تستغرق 3 أشهر أو أكثر”، كما يمكن وفق هذا التطبيق تألية نشاط المحافظة العقارية واستصدار وثائق هامة يطلبها المواطن والمهني على حد سواء.



القانون الجديد قيد التنقيح في الجزائر

شراكة العام والخاص.. حلول للتمويل ووجه آخر للاستثمار

تحمل الشراكة بين القطاعين العام والخاص مزايا جديدة للمشاريع في الجزائر، سيتم الاستفادة منها بمجرد جاهزية الإطار التنظيمي المؤطر لهذه الشراكة، ودخوله حيز التنفيذ. ويمكن أن تضمن الشراكة بين القطاعين العام والخاص حلولاً تمويلية جديدة وجودة عالية في الأداء ومصاريف تشغيلية أدنى.

وفي وقت يرتقب أن تشهد الشراكة بين القطاعين العام والخاص قفزة هامة في الجزائر، عند جاهزية القانون الجديد، الذي يخضع حالياً للتنقيح لدى مخابر وزارة المالية، تطرق متدخلون خلال “مؤتمر الشراكة بين القطاعين العام والخاص من أجل نمو مستدام في شمال إفريقيا”، المنظم من طرف السلطات التونسية والبنك الإفريقي للتنمية يومي 16 و17 جوان الجاري، بتونس والذي شهد مشاركة جزائرية، إلى ضرورة تكثيف هذا النوع من المشاريع في شمال إفريقيا لجعل هذه الشراكة أحد أهم أعمدة دعم الاستثمار بالمنطقة.

وألح المتدخلون على ضرورة مساندة الخواص للطرف العمومي في إنجاح هذه المشاريع، مع أهمية مواصلة التعاون مع البنك الإفريقي للتنمية لتطوير مشاريع إقليمية للشراكة بين القطاعين العام والخاص بمنطقة شمال إفريقيا، وهي الشراكة التي تبدأ من المشاريع المهيكلية، وتمتد للمشاريع الصغرى والمحلية، إذ يسعى القائمون عليها أيضاً لإنضاج الخبرة والتجربة اللازمة، حتى لا تصطدم الشراكة بين القطاعين العام والخاص بمعوقات من شأنها عرقلة المشاريع. واشتكى المشاركون من مختلف البلدان الإفريقية من ضعف انخراط القطاع الخاص في مثل هذه الشراكة، رغم أنها ستضمن مستقبلاً جودة أعلى للمشاريع وتكلفة أقل ومصاريف تشغيلية أدنى، حيث وجه المشاركون دعوة لرجال الأعمال والمستثمرين وأيضاً البنوك، للانخراط في مثل هذا المسعى. واعتبر المتدخلون أن هذا النوع من الشراكة يمكن أن يضمن آليات تمويل متعددة سواء تمويلًا مهيكلاً أو مباشراً للاستثمارات، وحتى تمويلًا تأمينياً للتصرف في المخاطر، وهو ما شدد عليه مدير الاستثمار والبنية التحتية في البنك الإفريقي للتنمية، في حين أنه غالباً ما تضمن القوانين المؤطرة للشراكة بين القطاعين العام والخاص المعتمدة بجل البلدان الإفريقية الشفافية والمنافسة القوية في عدة مجالات. وقال المدير العام لشمال إفريقيا بالبنك الإفريقي للتنمية، محمد العريزي: “بالنظر إلى احتياجات

الاستثمار والصيانة للبنى التحتية، توفر الشراكات بين القطاعين العام والخاص نهجا مناسباً لمواجهة التحديات التي تواجهها البلدان الإفريقية. كما حذر المتحدث من العراقيل التي يمكن أن تصطدم بها هذه الشراكة، مشدداً: "رغم كل المزايا، يجب أن ندرك أن الشراكة بين القطاعين العام والخاص ليست خالية من العيوب والمزالق، وتعد عمليات التعاقد المعقدة والاحتكارات المحتملة بعض التحديات التي نحتاج إلى معالجتها بجدية وعناية." ويشرف على تطوير ملف الشراكة بين القطاعين العام والخاص في الجزائر الصندوق الوطني للتجهيز من أجل التنمية التابع لوزارة المالية، حسبما يؤكد مديره العام محمد تليجي، ممثل الجزائر في المؤتمر، حيث شهدت الجزائر تجربة هامة في هذه الشراكة بين سنتي 2000 و2015، طغت عليها بالدرجة الأولى مشاريع المياه والنقل وتشبيد الموانئ، على غرار 11 مشروعاً لتحلية المياه، تم تشييده وفق هذه الصيغة.

هذا وينتظر الإفراج عن الإطار التنظيمي المقنن للشراكة بين القطاعين العام والخاص قريباً، والذي سيحدد كفاءات وصيغ إبرام عقود وتنفيذ المشاريع المقبلة.



الوزير فايد يشارك بفيينا في منتدى صندوق الأوبب للتنمية الدولية

شارك وزير المالية لعزیز فايد مرفوقاً بوفد من دائرته الوزارية بفيينا (النمسا) في أشغال منتدى صندوق الأوبب للتنمية الدولية (أوفيد)، حسبما أشار إليه بيان للوزارة.

وحسب ذات المصدر، يعقد صندوق الأوبب للتنمية الدولية منتداه الثاني حول التنمية بمشاركة عدد من الشخصيات سيما رؤساء حكومات و وزراء و رؤساء مؤسسات وممثلي بنوك متعددة الجنسيات للتنمية و منظمات دولية و فاعلين من القطاع الخاص.

وستسعى دورة هذه السنة إلى استكشاف مقاربات مبتكرة لمواجهة ندرة الرأسمال التنموي و كذا ضرورة حشد دعم مالي لمشاريع مستدامة.

وخلال هذا اللقاء، سيعكف المشاركون على تبادل الرؤى حول تعبئة الموارد و تنفيذ استراتيجيات تعزيز الحلول الشاملة والمستدامة والقابلة للتطوير.

ويهدف المنتدى، من خلال التركيز على نماذج التنمية التحويلية و التعاون الإقليمي و الشمولية، إلى تحديد طرق جديدة نحو التنمية المستدامة، حسب الوزارة.

ومن ضمن المسائل الراهنة المدرجة في جدول الأعمال، الأنظمة الغذائية المستدامة و الحلول المناخية المبتكرة و الشراكات و السياسات التي تعطي الأولوية للإنسان و للكوكب.

وسينتهز السيد فايد فرصة تواجده بفيينا، للمشاركة في الدورة الوزارية المقررة اليوم الأربعاء التي ستخصص لدراسة تقارير نشاطات الصندوق و المصادقة عليها إضافة إلى الموافقة على اعتماد البيانات المالية السنوية الخاصة به، حسب البيان.

من جهة أخرى، سيسمح هذا اللقاء بإبراز أهمية الالتزامات التي تعهدت بها هذه المؤسسة و هي الالتزامات التي تجسدت بتمويل العديد من مشاريع التنمية في البلدان التي يغطيها الصندوق و الخاصة بقطاعات مثل الفلاحة و تطوير البنى التحتية و الطاقة.

وكان المدير العام للصندوق، السيد آل خليفة قد صرح أن “التحديات العالمية التي نواجهها اليوم على غرار أزمة الأمن الغذائي العاجلة و التهديدات المتزايدة لتغير المناخ و أزمة ديون وشيكة، تتطلب شراكات متينة وجماعية و سنبرز من خلال منتدى تنمية صندوق الأوبيب.

كما أضاف قائلاً “نستطيع معا إطلاق نماذج تعاون و إحداث تأثير إيجابي في المستقبل.”

يذكر أن الصندوق هو مؤسسة متعددة الأطراف لتمويل التنمية تأسس سنة 1976.

ويبلغ عدد الأعضاء الحاليين فيه 12 بلدا وهي الجزائر و الإكوادور و الغابون و إندونيسيا و ايران و العراق و الكويت و ليبيا و نيجيريا و المملكة العربية السعودية و الإمارات العربية المتحدة و فنزويلا.

وتعمل هذه المؤسسة بالتعاون مع شركاء في البلدان النامية لإعطاء دفع للنمو الاقتصادي و التقدم الاجتماعي في البلدان ذات الدخل الضعيف و المتوسط.

ولحد اليوم، خصص صندوق الأوبيب أكثر من 24 مليار دولار لمشاريع التنمية في أكثر من 125 بلد.

EL TARF

Le calvaire des fonctionnaires du Centre de proximité des impôts

«Nous exerçons nos fonctions dans des conditions très pénibles et délicates en cette période de canicule et d'un climat des plus torrides.»

«Et pour cause, la climatisation ne fonctionne que partiellement, ce qui réduit considérablement la circulation de l'air frais dans les travées, couloirs et autres bureaux et ainsi son impact bénéfique pour atténuer la chaleur suffocante dans une bâtisse assez colossale et qui est de surcroît de construction récente. Pire, cette structure est dépourvue d'eau courante depuis plus d'un mois et l'air est irrespirable à cause de l'odeur nauséabonde qui se dégage des sanitaires», ont indiqué avec désarroi des fonctionnaires du Centre de proximité des impôts de la commune d'El Tarf (CPI).

Et d'ajouter : «Nous avons adressé une correspondance au directeur de wilaya des imports pour la prise en charge du problème de l'eau courante, en particulier. Malheureusement, ce problème reste en suspens. Il faut savoir que les agents de sécurité qui travaillent la nuit sont obligés de ramener avec eux des jerricans d'eau pour leurs différents besoins».

Les fonctionnaires interpellent les autorités locales afin de remédier à cette situation qui pénalise, grandement, le rendement des employés dans une structure officielle et qui relève de la souveraineté nationale.

Daoud Allam



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger